

Psychodrame à l'école genevoise

> **Réorganisation**
Un cycle disparaît,
deux établissements
opèrent des rocadés

> Les attaques
pleuvent
sur la ministre, une
pétition est lancée

Laure Lugon Zugravu

Le ciel genevois zébré d'éclairs, et la conseillère d'Etat socialiste Anne Emery-Torracinta, tenant vaillamment le bout du paratonnerre. L'image vient du député PLR Jean Romain et l'orage, de ce que la magistrate socialiste a osé toucher à l'école. «Elle a incontestablement du courage, lance le politicien de l'autre bord, mais nécessité fait loi.» Mercredi en effet, Anne Emery-Torracinta annonçait devoir procéder à un vaste coup de sac pour la rentrée prochaine et la suivante. La foudre ne s'est pas fait attendre. Maîtres, parents et élèves concernés montaient au créneau. Sur les réseaux sociaux, on croisait le fer à coups de commentaires élitistes et nombri-listes de collégiens, d'insultes à l'égard de la ministre. Et déjà, une pétition pour sauver le Cycle de la Seymaz était lancée.

Concrètement, cette réforme prévoit une rocade de bâtiments qui aboutira à la disparition d'un cycle, partant du constat que l'Ecole de culture générale (ECG) en particulier est victime de son succès et



EDDY MOTTAZ

Anne Emery-Torracinta, mise au pilori après l'annonce de la réforme.

qu'il faut bien loger ces élèves. Le Collège de Candolle cédera donc sa place à une nouvelle ECG Ella-Maillart, actuellement éclatée sur cinq sites et surpeuplée. Les élèves de Candolle migreront au Cycle de la Seymaz, presque neuf et sous-exploité, dont les élèves seront répartis dans les cycles environnants. De plus, un collège et une école de commerce accueilleront des élèves d'ECG, un mélange des genres peu apprécié.

Bref, tous les ingrédients pour provoquer un de ces psychodrames dont Genève a le secret dès que quelqu'un a le goût d'associer à l'école le verbe «réorganiser». Même Salima Moyard, présidente de la Fédération des associations de maîtres du Cycle, en convient: «Il est vrai que tout à Genève prend des proportions délirantes. Ce fut pareil pour la réorganisation des transports publics, où certains ont cru devoir crucifier la conseillère d'Etat Michèle Künzler.» Un constat qui met cette députée socialiste d'ac-

cord avec Jean Romain: «A Genève, on est toujours d'accord de changer les choses, pourvu que le changement concerne les voisins. Ajoutez à cela la nostalgie qui tient aux lieux d'histoire et de culture et vous aurez la dérive émotionnelle actuelle.» Une preuve? La première phrase du communiqué de la Jeunesse socialiste genevoise qui dit tout le mal qu'elle pense de cette réorganisation: «Le Collège de Candolle est empreint d'une longue histoire. Situé à l'emplacement du premier collège public gratuit de Genève, créé en 1429, il fait partie du patrimoine culturel de Genève.»

Mais 700 ans plus tard, Anne Emery-Torracinta n'a pas vraiment le choix. «Elle paye les pots cassés de son prédécesseur, résume Thomas Bläsi, député UDC. De plus, il n'est pas juste que son département doive consentir autant d'efforts,

«Les attaques et les menaces proférées sur les réseaux sociaux sont inacceptables»

..... quand il serait plus judicieux de réaligner des économies d'échelle globales. Je suis de tout cœur avec elle.» La ministre aurait sans doute préféré pareil soutien de son propre parti. Mais les socialistes sont embarrassés. Comme le résume Jean-Charles Rielle (PS): «Je suis partagé entre la réalité des chiffres avec laquelle notre ministre doit composer et la meurtrissure affective et émotionnelle que provoque la fermeture d'un cycle, où s'est construite une

équipe très engagée. On ne peut pas demander aux socialistes d'être à l'aise avec cela.» Même s'ils tiennent la droite du Grand Conseil pour responsable de n'avoir pas voté les budgets pour construire et rénover les écoles, la guillotine de Torracinta passe mal: «Que le DIP m'explique qu'il n'y avait pas d'autres solutions possibles!, assène Salima Moyard, puisque ce travail n'a pas eu lieu en amont de la décision. L'Etat ne pourrait-il instaurer une task force pour ouvrir par exemple des bâtiments provisoires ou en réaffecter d'autres? Est-on sûr qu'en fermant un CO, on n'aura pas des sureffectifs dans cinq ans?» Jean-Charles Rielle paraît bien seul à défendre la ministre: «Les attaques et les menaces proférées sur la Toile sont inacceptables, poursuit l'élue socialiste. Car Anne Emery-Torracinta a fait avec ce qu'on lui a donné. De plus, les bâtiments ne sont pas dans le dicastère du DIP! Cette réorganisation est de la responsabilité du Conseil d'Etat dans son ensemble.» Les Jeunes socialistes en revanche n'absolvent pas leur ministre. «Nous déplorons les agissements de la conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta, le cerveau de l'opération, qui une fois encore ne s'est aucunement concertée avec les personnes concernées. Ce manque de communication est aberrant, car nul socialiste ne doit se garder de communiquer et de négocier avec les acteurs de terrain, qui sont le cœur battant de l'éducation genevoise», écrit Tristan Pun, son coprésident.

Emphase des uns, invectives des autres, tourment de tous. A Genève, on ne touche pas à l'école sans que tombe la foudre.